CULTURE & RECHERCHE

N° 37, JUILLET 1992, SUPPLÉMENT DE LA LETTRE D'INFORMATION N° 328

Ministère Education nationale Culture Communication

Direction de l'administration générale

SOMMAIRE

Le Conseil ministériel de la recherche	2
Appels d'offres	3
Joconde sur minitel	4
Le catalogue Lumière, pour un siècle de cinéma	6
Les archives de la critique d'art	8
La restauration du patrimoine artistique à l'étranger	10

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Mission de la recherche et de la technologie
3, rue de Valois 75042 Paris cedex 01
Tél. : 40 15 80 45

CALENDRIER

FORMATION

Stages de formation organisés par le GMPCA (Groupe des méthodes pluridisciplinaires contribuant à l'archéologie)
Public : chercheurs et ingénieurs du CNRS ; conservateurs et ingénieurs du ministère de la culture ; personnel AFAN

LA PROSPECTION AU SOL DES SITES ARCHÉOLOGIQUES
Date :14 au 18 septembre 1992.
Lieu : Garchy (Nièvre) et sites à proximité.
Inscriptions : CNRS-cellule formation
3 E avenue de la Recherche scientifique
45071 Orléans cedex 2.
Tél.: 38 51 52 29 ou 38 51 52 38.

L'EMPLOI DES MÉTHODES DE DATATION EN ARCHÉOLOGIE
Date : 19 au 23 octobre 1992.
Lieu : Campus universitaire Lyon I à Villeurbanne.
Déplacements à Clermont-Ferrand et Grenoble.
Inscriptions :
Jacques Evin, URA 11 CNRS, Laboratoire de radiocarbone, université Claude Bernard,
43, bd du 11 Novembre 69622 Villeurbanne.
Tél.: 72 44 82 57.

LA DATATION PAR ARCHÉOMAGNÉTISME ; conditions de mise en œuvre de la méthode et pratique des prélèvements
Date : 3 au 5 février 1993.
Lieu : Rennes.
Inscriptions : Philippe Lanos, Laboratoire d'archéométrie, Groupe matière condensée et matériaux URA-CNRS 040804,
université de Rennes I
Campus de Beaulieu 35042 Rennes cedex.
Tél.: 99 28 62 23 p. 5047 ou 99 28 60 70.

EXPOSITION

« LA RÉPUBLIQUE NOUS APPELLE »
Le bicentenaire de la République aux Archives nationales 1792-1992.
22 septembre-10 janvier 1993
La devise « Liberté, Egalité, Fraternité » constitue le fil conducteur de cette exposition.
Archives nationales
60, rue des Francs Bourgeois 75003 Paris.
Tél.: 40 27 62 10 (Isabelle Dion).

POLITIQUE DE LA RECHERCHE

Les travaux du Conseil ministériel de la recherche

RÉUNION DU CONSEIL MINISTÉRIEL DE LA RECHERCHE

Le Conseil ministériel de la recherche se réunit le 2 juillet 1992 avec à l'ordre du jour les points suivants :
– les grandes orientations du plan national de restauration ;
– le projet d'accord-cadre entre les services de la culture et le CNRS ;
– la politique en faveur de l'archéologie ;
– le bilan des travaux des commissions du Conseil durant le premier semestre 1992 et la synthèse des activités de recherches menées en 1991.

GROUPE DE TRAVAIL « NOUVELLES IMAGES »

Ce groupe de travail s'est réuni le 27 mai 1992.
■ Jean-Louis Pascon du DOSI a présenté le projet « Saisie » : système autonome informatisé de saisie d'images électroniques. Ce projet a été élaboré à la demande du groupe de travail. Il s'agit d'un dispositif entièrement numérique susceptible de remplacer progressivement l'enregistreur/lecteur de vidéodisques analogiques Panasonic qui a permis aux directions du ministère de réaliser plusieurs banques d'images destinées à la recherche.
Ce nouveau système satisfait les impératifs suivants : simplicité d'utilisation ; choix de normes numériques standards ; ouverture et possibilité d'évolution ; coûts budgétaires réduits.
Le fonctionnement d'un poste de travail complet a été présenté aux participants afin d'évaluer les performances de ce type de matériel.

■ **Projet d'atelier expérimental sur le multimedia au musée d'Orsay**
Le musée d'Orsay dispose depuis sa création d'une base de données documentaire couplée à une banque d'images numériques et de bornes interactives sur la vie artistique, intellectuelle et scientifique au XIX[e] siècle.
Le projet actuel de l'atelier vise à constituer une expertise muséographique dans le domaine de l'interactivité. Elle devrait faciliter la mise en œuvre de projets similaires dans d'autres musées. Il s'agit en premier lieu d'approfondir la réflexion sur les produits, par l'étude de l'impact des technologies multimedia auprès de différentes catégories de visiteurs. Le musée d'Orsay souhaite associer constructeurs, éditeurs, sociétés informatiques, laboratoires de recherche à cet atelier. Des contacts existent déjà avec le Massachussets institute of technology (pour le langage-auteur) et avec le constructeur DEC qui propose un programme de recherche concerté (matériels,produits,...).
Les questions soulevées par l'usage des dispositifs multimedia sont nombreuses, et notamment sur la formation au métier de réalisateur multimedia et sur le rôle des écoles d'art en ce domaine.

■ **Projet « Télévirtualité à Imagina 93 »**
Il sera monté en février 1993 dans le cadre d'Imagina, le grand rendez-vous de l'image de synthèse organisé tous les ans par l'INA. Reliés par le réseau Numéris, deux observateurs virtuels, situés l'un à Monte-Carlo, l'autre à Berlin, partageront la même base de données architecturales et auront l'impression de se trouver dans le même lieu. Il s'agit d'une première mondiale car, ni le Japon, ni les Etats-Unis n'ont encore mis en communication des stations de travail opérant des simulations virtuelles.
Plusieurs partenaires collaborent à ce projet : la Bundespost, Artcom, l'Institut national de l'audiovisuel, Videosystem, France Télécoms et la mission de la recherche du ministère.
La télévirtualité, selon Philippe Quéau de l'INA, est le mariage des télécoms et de l'image de synthèse ; c'est l'avenir de la videoconférence avec l'objectif, à terme, de se libérer des capteurs (gants, casques) qui, pour l'instant, alourdissent les dispositifs dits de réalité virtuelle.
Les participants à Imagina pourront suivre cet événement sur grand écran du 17 au 19 février 1993.

ACTUALITÉ

Appels d'offres de recherches

ETHNOLOGIE DE LA FRANCE

Deux thèmes sont proposés au titre de l'exercice 1993 par la direction du patrimoine, mission du patrimoine ethnologique :
- Ecritures ordinaires : traces et façons de faire.
- Les jeux du paraître : parure et esthétique du corps.

Une première sélection sera faite en octobre 1992 par le Conseil du patrimoine ethnologique sur présentation d'une déclaration d'intention de 3 ou 4 pages. Celle-ci doit parvenir le vendredi 25 septembre au plus tard :
– en deux exemplaires à la direction régionale des affaires culturelles concernée ;
– en vingt exemplaires à la mission du patrimoine ethnologique.

Textes d'appel d'offres, formulaires de présentation des déclarations d'intention et tous renseignements peuvent être demandés dès maintenant à la mission du patrimoine ethnologique :
65, rue de Richelieu 75002 Paris.
Tél.: 40 15 87 24 ou 86 38.

PROGRAMME REMUS

La mission musées du ministère de l'éducation nationale et de la culture, en collaboration avec le ministère de la recherche et de l'espace, lance pour la troisième fois un programme de financement spécifique de recherches en muséologie des sciences et des techniques.
Après deux années de fonctionnement du programme REMUS, le but de ce programme est de favoriser la création et le développement, en muséologie des sciences et des techniques, d'équipes de recherche interdisciplinaires et partenariales, associant un (ou plusieurs) établissement(s) d'enseignement supérieur, de recherche ou d'action culturelle et un (ou plusieurs) lieu(x) de culture scientifique et technique.
A coté d'une activité scientifique de haut niveau, ces équipes seront appelées à jouer un rôle important dans la formation et la réorientation thématique d'enseignants, de chercheurs et de professionnels muséologues : séminaires, colloques, écoles d'été.

Une attention particulière sera portée aux projets dont les thématiques concernent l'entreprise, l'environnement et la ville.
Date limite de retrait des dossiers de candidature : 30 septembre 1992.
Dépôt des dossiers : 30 octobre 1992.
Ministère de l'éducation nationale
et de la culture, mission musées
142, rue du Bac 75007 Paris.
Tél.: 49 55 18 30.

DROIT D'AUTEUR ET DROITS VOISINS

La sous-direction des affaires juridiques du ministère de la culture souhaite mettre en place un observatoire sur le droit d'auteur et les droits voisins pour lequel un GIP culture est à terme envisagé. Cette structure associera le ministère aux représentants des titulaires des droits (organisations professionnelles et sociétés de gestion), aux établissements publics universitaires et à l'Institut de recherche en propriété intellectuelle Henri-Desbois (IRPI).
Une enquête a été menée conjointement par l'IRPI et le ministère auprès de seize universités françaises qui assurent un enseignement consacré au droit d'auteur et aux droits voisins.

Dans le même temps, le ministère de la culture, en collaboration avec le ministère de la recherche, lance un appel à propositions de recherches sur le droit d'auteur et les droits voisins auprès de la communauté scientifique.
Les thèmes prioritaires portent sur deux axes :
- éléments de droit d'auteur comparé (en Europe) ;
- approches géographiques (Royaume-Uni, Etats-Unis, Europe centrale et orientale).

Textes d'appel à propositions, renseignements administratifs et scientifiques sont à demander par écrit :
Mission de la recherche,
Mme Couinaud
3, rue de Valois 75001 Paris.
Date limite de dépôt des dossiers :
4 septembre 1992.

CALENDRIER

RENCONTRES

5e SÉMINAIRE INTERNATIONAL D'ART MURAL
16-18 septembre 1992
L'emplacement et la fonction des images dans la peinture murale du Moyen Age. Organisé par le Centre international d'art mural en collaboration avec l'université de Marburg à Saint-Savin.
CIAM 86310 Saint-Savin. Tél.: 49 48 66 22.

LE PATRIMOINE EN BRIQUE
17-19 septembre 1992
Colloque international organisé par la section française de l'ICOMOS, en liaison avec la direction régionale de l'environnement de Midi-Pyrénées à Albi.
Section française de l'ICOMOS
62, rue Saint-Antoine 75004 Paris.
Tél.: 42 78 56 42.

8e CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA CONSERVATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL
16-18 septembre 1992
Organisée par l'International committee for the conservation of the industrial heritage, dont le président est Louis Bergeron (EHESS), à Madrid. Il sera centré sur l'archéologie industrielle du XXe siècle.
Renseignements : Museo nacional ferrovario
C/ Paseo de las delicias 61 - 28045 Madrid,
Espagne. Tél.: (19-34) 527 96 65.

ARCHÉOLOGIE AÉRIENNE
15-18 octobre 1992
Colloque international organisé à Amiens par la direction régionale des affaires culturelles de Picardie.
Service régional de l'archéologie
5, rue Henri Daussy 80004 Amiens cedex 1.
Tél.: 22 97 33 45.

RESTAURATION '92
20-22 octobre 1992
Ce salon consacré à « l'avenir du passé » sera doublé d'un congrès qui traitera entre autres des thèmes suivants : aspects éthiques, niveaux et standardisation de la formation, nouveaux matériaux et techniques en matière de conservation et de restauration.
Restauration '92 : RAI Gebouw bv Europaplein 12
NL-1078 GZ Amsterdam, Pays-Bas.
Tél.: 31 (0) 20 549 12 12.

L'ART EST-IL UNE CONNAISSANCE ?
29-31 octobre 1992
4e Forum organisé par le journal *le Monde*, la ville du Mans, et l'université du Maine au Palais des congrès et de la culture du Mans.
Chercheurs et grand public s'y retrouveront pour s'interroger notamment sur la nature particulière de la connaissance présidant à la création artistique, sur la transmission des pensées par figures et par sons, sur le rapport des œuvres avec l'inconscient, sur les relations entre connaissance scientifique et connaissance artistique.
Ces journées seront accompagnées d'expositions, concerts, projections et manifestations artistiques.
Cité Cénomane 72000 Le Mans. Tél.: 43 24 22 44.

ACTU

Aide à l'édition scientifique

Le ministère de la recherche et de l'espace met en place un programme d'aide à la publication d'ouvrages scientifiques, techniques, médicaux, de sciences humaines et sociales de haut niveau en langue française ou simultanément en langue française et en langue étrangère.
Les projets éditoriaux correspondant par exemple à des enseignements universitaires de 2e ou de 3e cycle ou faisant la synthèse des travaux récents d'une spécialité seront sélectionnés pour leur qualité scientifique ou rédactionnelle.
Deux types d'aides sont envisageables : l'aide à la rédaction ou l'aide à l'édition.
Les actes de colloque, dictionnaires, thèses proprement dites sont exclus de cette aide.
Bureau de l'édition du ministère de la recherche. Tél.: 46 34 35 55.
Date limite de dépôt des dossiers : 15 septembre 1992.

Thèse d'Etat d'acoustique musicale

Mise au point des archets numériques ; utilisation pour l'étude de la corde frottée. C'est le titre de la thèse de doctorat d'Etat ès sciences physiques présentée par René Caussé à l'université du Maine et soutenue le 18 juin à l'IRCAM.
L'objectif de cette thèse, dont l'essentiel des travaux a été fait à l'IRCAM, est d'apporter une contribution théorique et expérimentale à la compréhension de l'interaction entre l'archet et la corde.
René Caussé est responsable du secteur acoustique instrumentale de l'IRCAM.

Les pratiques culturelles des Européens

Une enquête européenne sur les pratiques culturelles est en préparation en liaison avec le Conseil de l'Europe et le CIRCLE (réseau d'information sur les centres de recherches culturelles en Europe). Un groupe d'experts, réuni à partir de juin 1992 élaborera un questionnaire qui sera proposé aux différents pays européens. Le secrétariat scientifique de ce groupe est assuré par le département des études et de la prospective du ministère de la culture.

Université européenne d'été

Festival intellectuel et culturel, l'université européenne d'été est organisée par l'Association Descartes du 29 juin au 17 juillet, principalement au ministère de la recherche. Elle comprend notamment plusieurs sessions de 3 à 5 jours consacrés, entre autres à la ville, aux nouvelles techniques de l'image, aux rapports écrit/écran dans lesquels interviennent de nombreux spécialistes. Les interventions et débats feront l'objet d'une publication.
Association Descartes
1, rue Descartes 75005 Paris.
Tél.: 46 34 37 31.

Mouvements internationaux d'œuvres d'art

Un observatoire qui réunit des professionnels et des membres de l'administration (culture, domaines, justice, douanes...) suit l'évolution des mouvements internationaux des œuvres d'art. Il est chargé de mettre au point la procédure d'autorisation d'exportation et de rédiger un rapport sur les forces et les faiblesses du marché français. Le département des études et de la prospective du ministère de la culture mène dans le cadre de cet observatoire, créé à l'automne 1990, une analyse statistique mensuelle de données douanières.
DEP, 2, rue Jean Lantier 75002 Paris. Tél.: 40 15 79 17.

Le plus grand catalogue d'œuvres d'art accessible à tous

Vous souhaitez connaître les portraits de La Fontaine ? Tapez 3614 Joconde, indiquez dans la rubrique « iconographie » : « portrait » et « La Fontaine ». Deux portraits s'affichent à l'écran, l'un se trouve au musée de Versailles et l'autre au musée La Fontaine à Château-Thierry.
Depuis le 1er juillet, que vous soyez étudiant ou chercheur, éditeur ou iconographe, l'interrogation via Minitel de la banque de données Joconde produite par la direction des musées de France va faciliter vos recherches en histoire de l'art.
Sept critères de recherche (une période, un nom de ville ou de musée, un thème iconographique, un nom d'artiste, etc.) sont proposés à l'utilisateur. Celui-ci visualise à l'écran le nombre de fiches descriptives des œuvres sélectionnées à partir de sa requête. Il obtient ensuite un affichage des notices (sous forme partielle ou complète) et, si nécessaire, une édition papier de ces résultats.

LA BASE JOCONDE

Constituée sur les crédits recherche du ministère, la base Joconde constitue la plus importante documentation automatisée concernant l'histoire de l'art au monde. Elle renferme plus de 120 000 fiches descriptives d'œuvres conservées dans soixante musées de France, regroupées dans quatre domaines, peinture, dessin, estampe et sculpture. Le logiciel documentaire Mistral de cette base permet, par sa puissance, de traiter une infinité de questions complexes que le service Minitel n'épuise pas. Par exemple, quelles sont les œuvres achetées au Salon des artistes français et placées en dépôt, en particulier celles commandées par l'Etat ? Quelles sont les œuvres signées de Redon et exécutées entre 1890 et 1900 ?

Contact : direction des musées de France, bureau de l'informatique et de la recherche 6 rue des Pyramides 75041 Paris cedex 013. Tél.: 40 15 35 37 ou 35 28 ou 35 36.

ALITÉ

Un D.E.S.S. « Initiatives culturelles et nouvelles technologies de la création »

Un D.E.S.S. intitulé « Initiatives culturelles et nouvelles technologies de la création » est organisé par l'université de Toulouse le Mirail avec le soutien du ministère de l'éducation nationale et de la culture (délégation au développement et aux formations).
Le profil professionnel auquel répond cette formation n'est pas tant celui de « créateurs » ou de « gestionnaires » que celui de « concepteurs-réalisateurs » capables de maîtriser la chaîne des compétences multiples que nécessite la mise en scène dans la société des productions technoculturelles, en particulier dans le domaine des réalisations multimédias.
Un tronc commun théorique est complété par des options spécialisées :
– gestion culturelle et nouvelles technologies,
– musique et informatique,
– arts visuels et informatique.
Université Toulouse le Mirail
5, allées Antonio Machado 31058 Toulouse cedex.
Alain Lefebvre, UFR Misseg (département économie-gestion).
Tél.: 61 50 46 18.
Anne Sauvageot, UFR sciences sociales.
Tél.: 61 50 46 27.

Usages sociaux de l'ethnologie dans les pays européens

Un colloque sur le thème des usages sociaux de l'ethnologie dans les pays européens se tiendra à Paris en octobre 1993.
Ce projet fait suite aux journées de travail au Creusot du 30 juin au 3 juillet sur le même thème organisées par la mission du patrimoine ethnologique. Ces rencontres avec d'autres chercheurs européens doivent permettre de dépasser la diversité des ethnologies régionales. Elles ont aussi pour objectif de créer un pôle de réflexion commune et un réseau de chercheurs, indispensable à l'élaboration future de programmes de recherches communautaires.
Les débats étaient centrés sur trois axes :
– ethnologie et patrimoine,
– ethnologie et questions sociales,
– ethnologie, nationalisme et régionalisme.
Mission du patrimoine ethnologique, direction du patrimoine
Claudie Voisenat
65, rue de Richelieu 75002 Paris.
Tél.: 40 15 85 76.

Conseil international des archives

Le Comité de conservation et de restauration du Conseil international des archives s'est réuni du 20 au 22 mai à Paris, à l'invitation de Jean Favier, directeur des archives de France et président du CIA.
Les travaux du Comité portent principalement sur l'élaboration d'un guide pratique de conservation et de restauration et sur la mise au point de recommandations sur les règles à appliquer pour la sécurité du stockage et de la manipulation des produits chimiques dans les bâtiments d'archives. Un point a été fait également sur la norme internationale pour le papier permanent (ISO 9706) dont la publication est prévue pour 1993 et sur un projet de norme de papier d'archives pour lequel les exigences de performance seraient supérieures.
Direction des archives de France
60, rue des Francs Bourgeois
75141 Paris Cedex 03. Tél.: 40 27 62 10.

À LIRE

SCIENCES DE L'HOMME ET DE LA SOCIÉTÉ

PUBLICATIONS DU PPSH
Programme pluriannuel Rhône-Alpes de recherche en sciences humaines. Il associe le Conseil régional, le CNRS, les ministères de la recherche, de l'éducation nationale et de la culture.

Quand le Tout-Lyon se compte
Lignées, alliances, territoires
Par Yves Grafmeyer, Presses universitaires de Lyon/ Programme pluriannuel Rhône-Alpes pour les sciences humaines, 1992, 216 p., 135 F.
Ce premier ouvrage de la collection « Transversales » ouverte en coédition par les PUL et le PPSH analyse les représentations que le *Tout-Lyon Annuaire* donne des « familles lyonnaises », de la « haute société de Lyon » et des « personnalités marquantes » de la ville au fil de ses éditions successives.

Les nouvelles pratiques de communication.
Rapport du séminaire tenu dans le cadre du réseau régional de chercheurs sur la communication dans le cadre du Programme Rhône-Alpes de recherches en sciences humaines (1989/1990).

PPSH : 2, avenue Albert Einstein
BP 1335 - 69609 Villeurbanne cedex.
Tél.: 72 44 56 38.

TECHNOLOGIES, IDÉOLOGIES, PRATIQUES
vol. X n° 2-4, 1992, 200 F.
Revue publiée par l'université de Provence.
Ce numéro publie les actes du colloque Sciences sociales et intelligence artificielle organisé par l'université de Provence et le CREPCO-CNRS (Centre de recherche en psychologie cognitive) tenu en avril 92 à Aix-en-Provence.
TIP, université de Provence
29, av. Robert Schuman 13261 Aix-en-Provence cedex. Tél.: 42 64 12 58.

LA LETTRE DE L'ANVIE
n° 3, printemps 1992.
Publication de l'Association nationale pour la valorisation interdisciplinaire de la recherche en sciences de l'homme et de la société
54 bd Raspail 75270 Paris cedex 06.
Tél.: 49 54 21 16.

PATRIMOINE

PATRIMOINE(S)
n° 1, avril 92.
Nouvelle lettre d'information publiée trois fois par an par la direction régionale des affaires culturelles Rhône-Alpes pour faire connaître les politiques mises en œuvres dans les secteurs de la recherche, de la protection, de la sauvegarde et de la valorisation du patrimoine en Rhône-Alpes.
Drac Rhône-Alpes : 23, rue Roger Radisson 69322 Lyon cedex 05. Tél.: 78 25 29 72.

(suite p. 9)

LIE

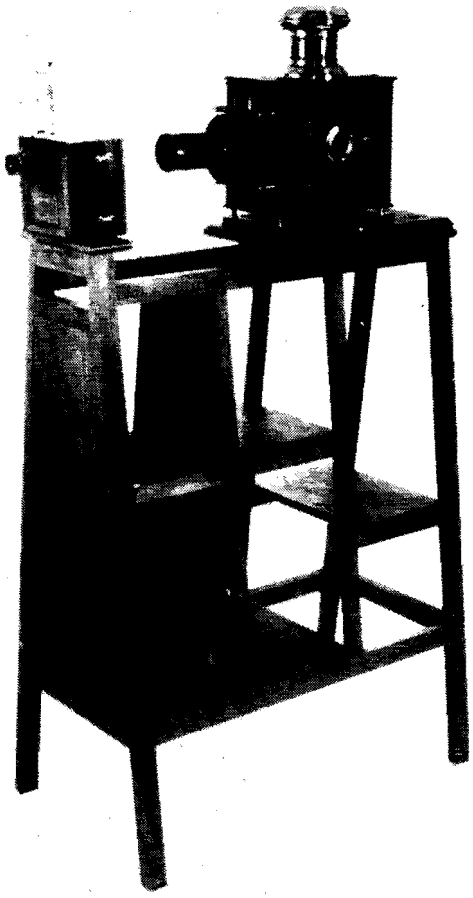
Le catalogu pour u de ci

Les Archives du filn de la ciném et le Centre d'étude théâtre et cinén l'université Lumière pour restaur plus de 2 400 film inconnus, qui production filmique de 1895 à 1907. de dimension interr la publica catalogue raisonné

Les films de l'entreprise Lumière durent environ une minute. Ils se caractérisent par des perforations rondes de chaque côté de l'image. Leur support en nitrate de cellulose est très inflammable et hautement dégradable, ce qui pose de délicats problèmes de conservation et de restauration. Un bilan dressé en 1991 par les Archives du film dévoile que 3 000 éléments (négatifs et positifs) nitrate de ces films ont été déposés. Un appel sera fait auprès des cinémathèques et archives étrangères, qui pourraient posséder des éléments additionnels à ceux déjà retrouvés par les Archives du film.
Un énorme travail de recensement est en cours, mais celui-ci ne peut aboutir qu'avec l'apport des chercheurs de l'université Lumière dont la tâche essentielle sera de faire des analyses des contenus de chaque film pour en permettre l'identification exacte.
Ces objectifs atteints, ce sera la première fois dans l'histoire du cinéma qu'un patrimoine des films les plus anciens sera reconstitué dans son intégralité.

UN CATALOGUE RAISONNÉ

Ce travail débouchera en 1994 sur la publication d'un catalogue raisonné de tous les films Lumière, en trois volumes.
Les deux premiers tomes, outre une description des sujets filmés, situeront historiquement les films dans leur contexte social, esthétique, politique, etc. Le troisième volume établira une bibliographie mondiale, une médiagraphie, un bilan historique du patrimoine Lumière un siècle après l'invention, un lexique biographique des opérateurs dans le monde, la liste des collections et documentations d'archives et plusieurs chapitres théoriques proposant des synthèses.
Les Archives du film et l'université Lumière, en s'associant, trouvent ainsi une occasion de fédérer des compétences scientifiques complémentaires : sémiologie, histoire, sociologie, politologie, etc. mais aussi des pays : l'Italie, la Suisse, l'Allemagne, le Canada, etc., dans lesquels sont menés des recherches sur les films Lumière. Comme, il y a un siècle, les fameux correspondants de la firme Lumière assuraient des relais aux premiers cinéastes, aujourd'hui des spécialistes de tous horizons feront converger leurs travaux dans un projet qui s'inscrit dans les programmes de la mission de la recherche du ministère de la culture et de l'éducation nationale. A cela s'ajoute le soutien de l'association



Le cinématographe Lumière. Collection Archives du film (CNC).

des Frères Lumière qui regroupe les titulaires des droits patrimoniaux d'auteurs sur les « films Lumière », les propriétaires et dépositaires de tous matériels et documents s'y rapportant, c'est-à-dire le CNC, l'Institut Lumière, le Musée du cinéma de Lyon et les héritiers de la famille Lumière.

L'INVENTION ET SES PIONNIERS

L'une des principales ambitions du catalogue est, par la précision et l'exhaustivité des informations qu'il fournira, de reconstituer un événement qualifié à l'époque d'« invention du siècle ».
La petite « machine à reproduire la vie » de Louis et Auguste Lumière sut en quelque mois conquérir les cinq continents, et ses « images animées » ou « photographies vivantes » connurent une popularité et un succès foudroyants.
Les opérateurs Lumière, encore appelés « cinématographistes », par leurs talents d'improvisateurs et d'animateurs, témoignent d'une activité souvent exceptionnelle : Promio, un des principaux opérateurs Lumière, sur une gondole, de façon

Les Bains de Diane à Milan. Collection Archives du film (CN

UX

ıe Lumière
ı siècle
ıéma

ı du centre national
atographie
et de recherches en
ıa (CERTC) de
de Lyon s'associent
r et analyser
s, pour la plupart
constituent la
de la firme Lumière
Cette recherche
ationale aboutira à
tion d'un
des films Lumière.

).

Arroseur et arrosé. Collection Archives du film (CNC).

un peu légendaire, invente le premier « panoramique » (travelling latéral) ; un opérateur, lors de la projection des *Bains de Diane*, tourne sa manivelle à l'envers et découvre ainsi un trucage qui provoque l'hilarité du public.

Le catalogue veut rendre compte d'une technique, d'un commencement d'esthétique, d'un nouveau regard et de nouvelles formes d'imaginaire qui s'élaborent avec la naissance d'un nouvel art.

Dans ce catalogue, des faits, mais aussi des témoignages : ceux des premières critiques journalistiques, qu'accompagneront pour chaque film la définition précise des ses « inducteurs », c'est-à-dire des événements, des modes, des goûts du public, en bref de tout ce qui qualifie la filmique Lumière dans sa nécessité et dans sa réalité sensible. Par exemple : si le grand public connait bien *L'arroseur arrosé* bien peu savent aujourd'hui que ce dérisoire tuyau d'arrosage venait d'être inventé, d'où le succès un peu incompréhensible aujourd'hui, de cette petite « scène comique »...

CÉLÉBRATIONS ET PROJETS

Outre la masse d'informations nouvelles qui le constituent, ce catalogue a enfin l'ambition de susciter des vocations, de donner à de jeunes doctorants mais aussi à des chercheurs confirmés une *materia prima* qui puisse nourrir leur réflexion.

- Une équipe pluridisciplinaire internationale ouvre un séminaire de recherche Lumière dès la rentrée 92-93 au CERTC, associant toujours les Archives du film, les représentants de l'Association des Frères Lumière et l'université Lumière.
- Un colloque international s'ouvrira le 8 décembre 1994 à Lyon, jour dit de la Fête des lumières (celle de Notre-Dame de Fourvière, au soir de laquelle les fenêtres de la ville s'illuminent de bougies innombrables). Il réunira des spécialistes mondiaux du cinéma des origines, mais aussi des réalisateurs, des artistes et le plus large public d'amateurs.
- Le catalogue pourrait se prolonger encore par la production d'un disque interactif CDI liant notions documentaires et films (mise en vente en 1996).
- Enfin un ouvrage, sous le titre *Les 100 villes Lumière : 1896-1897*, offrira l'analyse des critiques, des publicités et de l'expansion du cinématographe en France. Un centenaire qui voudrait non seulement honorer une mémoire mais aussi impulser de nouvelles connaissances. ■

Michelle Aubert, Archives du film, CNC,
7 bis rue Alexandre Turpault
78395 Bois d'Arcy cedex.
Tél.: 34 60 20 50.
Jacques Rittaud-Hutinet, CERTC,
université Lumière
5, av. P. Mendès-France 69500 Bron.
Tél.: 78 01 02 44.

LES ARCHIVES DE LA CRITIQUE D'ART ET LA RECHERCHE

Première bibliothèque thématique consacrée à la critique d'art, Les Archives de la critique d'art associent à leur mission patrimoniale le développement de la recherche et la production d'outils documentaires. Elles constituent également un lieu pour le débat critique et théorique sur l'art contemporain.

Les Archives de la critique d'art sont nées en 1989 d'une double constatation. D'une part, les documentations des musées, centres d'art et autres institutions dévouées à l'art contemporain, ont le plus souvent une vocation généraliste plus dépendante des besoins internes de l'institution que des besoins scientifiques nationaux et internationaux.
D'autre part les critiques d'art par leur activité embrassent un champ très large de l'activité artistique contemporaine et réunissent pour remplir leurs tâches une documentation exceptionnelle par sa diversité et sa qualité. Il convenait de créer un cadre pour recevoir ces fonds et mettre en valeur l'activité critique dont ils sont à la fois l'instrument et la trace. Mais il était important également de penser l'originalité de cette bibliothèque thématique dans le paysage international.
Les Archives de la critique d'art ont donc été créées sur le modèle d'une bibliothèque de recherche spécialisée comparable en cela à l'Institut français d'architecture (IFA), ou à l'Institut mémoires de l'édition contemporaine (IMEC) en France ou à la bibliothèque du Getty Trust aux Etats-Unis. Elles prennent place parmi les bibliothèques consacrées à l'art contemporain mais sous l'aspect spécifique et unique en son genre de l'approche critique et théorique.

Constituées en association, les Archives de la critique d'art bénéficient de la participation de nombreux critiques et théoriciens de l'art dans leur conseil d'administration et leur comité scientifique dont Hubert Damisch, Thierry de Duve, Donald Kuspit, Marc Le Bot, Elisabeth Lebovici, Jacques Leenhardt, Michel Ragon, Pierre Restany, Didier Semin, Daniel Soutif.

UNE BIBLIOTHEQUE SPÉCIALISÉE ORIGINALE

La constitution du fonds des Archives de la critique d'art s'organise de façon systématique dans certains registres. La collecte des fonds d'archives, le développement systématique de fonds d'écrits, embryon d'un corpus de la critique d'art, et l'acquisition d'un fonds de référence.

La collecte des fonds d'archives a été engagée initialement avec la collaboration de l'équipe dirigeante de la section française de l'Association internationale des critiques d'art, elle se poursuit avec son soutien, mais aussi en relation avec un programme de recherche sur la critique d'art en France et dans le monde. La composition des fonds d'archives dépend de chaque critique donateur. Elle peut recouvrir toute son activité et se composer de dossiers, photographies, courriers, voire d'une bibliothèque – c'est le cas du fonds Pierre Restany – ou comporter des points forts liés à une ou plusieurs spécialisations du critique telles l'architecture moderne chez Michel Ragon, l'art vidéo chez Dany Bloch ou l'art cinétique et technologique chez Frank Popper.

A coté de la collecte de fonds d'archives qui est toujours une opération exceptionnelle, est engagée la constitution systématique de fonds d'écrits nominaux. Les critiques d'art sont invités individuellement par les Archives de la critique d'art à déposer leurs publications au fur et à mesure de leur activité et à reconstituer rétrospectivement leur bibliographie passée. Ce travail avec les auteurs permet de constituer progressivement un corpus de la critique d'art sans équivalent à l'heure actuelle (80 fonds réunis à ce jour, principalement français).

Les fonds de référence des Archives de la critique d'art se composent d'anthologies critiques, d'ouvrages sur l'histoire de la critique et d'ouvrages de synthèse sur l'art contemporain, de textes relatifs à la théorie critique et artistique et d'actes de colloques. Il permet une couverture internationale du domaine. Il anticipe un travail ultérieur plus en profondeur tout en permettant aux chercheurs d'avoir une connaissance précise de l'actualité éditoriale dans le domaine. Il a été constitué avec l'aide du Centre national des lettres depuis 1989.

LES OUTILS DOCUMENTAIRES ET LA RECHERCHE

Le traitement documentaire de ce qui arrive aux Archives de la critique d'art se fait au moyen de trois logiciels.
Un logiciel de bibliothèque (Catuls), un logiciel utilitaire relatif aux fonds de périodiques et enfin un logiciel exclusif aux Archives de la critique d'art, la base de données « critique d'art ». Elle cumule les fonctions de description synthétique

UX

des fonds d'archives et d'écrits avec le développement d'une base de données encyclopédique sur la critique d'art. Cette base de données comprend en effet les biographies et les bibliographies des auteurs présents aux Archives de la critique d'art, mais aussi devrait à l'avenir comprendre les biographies et bibliographies des principaux critiques d'art actifs dans le monde. Le logiciel a été élaboré dans le cadre d'un contrat de recherche avec la mission de la recherche et la délégation aux arts plastiques du ministère de la culture. Son contenu doit être développé dans le cadre d'un nouveau contrat avec la DAP. Une première couverture sélective de la critique d'art en Europe devrait être réalisée d'ici fin 1992.

Cette base de données « critique d'art » comprend un champ de mots-matière original dans son organisation et ses fonctions. Ses « centres d'intérêt » (artiste, mouvement, édition, institution, notion) sont indexés à chacune des rubriques (biographies, bibliographies, description des fonds) et permettent de trier les informations de manière sélective (il est possible par exemple de rechercher l'inventeur d'une notion ou dénomination, sans tomber sur tous les auteurs qui l'ont discutée ou traitée). Ces centres d'intérêt constituent une sorte de thésaurus évolutif et didactique.

L'ORGANISATION DE LA RECHERCHE

La recherche intervient en amont et en aval de la collecte de fonds. En amont, elle étudie l'activité critique en France et dans le monde sous ses différents aspects (les idées, la contribution à la vie artistique, les supports de la critique, etc.). Cette recherche s'effectue principalement dans le cadre du laboratoire des Archives de la critique d'art, composante de l'université de Rennes 2 associée par convention aux Archives de la critique d'art et accueillie dans ses locaux. En aval, elle exploite les fonds d'archives et contribue à produire des outils pour en faciliter l'usage (monographies sur un auteur, mais aussi travaux théoriques susceptibles d'être utilisés dans la rubrique « centres d'intérêts ») voire d'en compléter les lacunes (bibliographies critiques, repérage et analyse de fonds conservés conservés par d'autres institutions ou par des personnes privées).[1]

LA VALORISATION DE LA RECHERCHE ET LE DÉBAT CRITIQUE

Les Archives de la critique d'art inaugureront leurs nouveaux locaux à l'automne 1992 avec la tenue d'un colloque sur la critique d'art en Europe. Elles ont en effet vocation à organiser des rencontres permettant de traiter des questions qui concernent le public de l'art contemporain, les critiques, ou les professionnels avec lesquels ils travaillent et de faire connaître auteurs et publications.[2]
Conséquence et prolongement de cette démarche, la préparation d'un bulletin critique et bibliographique en matière de critique d'art, théorie de l'art et art contemporain, devrait s'avérer utile pour le public et les professionnels en complétant la gamme des outils documentaires actuellement disponibles. ■

Archives de la critique d'art
3 rue de Noyal 35410 Chateaugiron
Tél.: 99 37 55 29.
Direction scientifique :
Jean-Marc Poinsot.
Relation avec les auteurs et bulletin
Critique d'art : Véronique Goudinoux.
Bibliothécaire : Claire Leroy
Les Archives de la critique d'art bénéficient aussi du soutien de la région Bretagne, de la ville de Rennes et du conseil général d'Ille-et-Vilaine. Elles sont implantées à Chateaugiron dans des locaux mis à leur disposition par le fonds régional d'art contemporain de Bretagne.

[1] Peuvent être cités à titre d'exemple les travaux suivants : Rosemary Buteault, *L'activité critique de Pierre Restany* ; Larys Frogier, *La notion de temporalité dans la critique d'art américaine des années 1970-1980* ; Sylvie Mokhtari, *Des revues d'avant-garde en Europe et en Amérique du Nord (1960-1979).*

[2] Les actes du colloque tenu à Rennes en 1990 sont parus sous le titre *La place du goût dans la production philosophique des concepts et leur destin critique*, 1992.

À LIRE

LA RESTAURATION DU PALAIS IDÉAL DU FACTEUR CHEVAL À HAUTERIVES (DRÔME)
Brochure réalisée par la conservation régionale des monuments historiques de Rhône-Alpes pour mieux faire connaître au public les enjeux et modalités de la conservation et de la restauration de cet édifice, classé monument historique en 1969, et salué par André Malraux comme « le seul exemple en architecture de l'art naïf ».
Drac Rhône-Alpes, conservation régionale des monuments historiques
23, rue Roger Radisson 69322 Lyon cedex 05.
Tél.: 78 25 29 72.

INVENTAIRE GÉNÉRAL

RAPPORT D'ACTIVITÉ 1991
254 p.
Sous-direction de l'inventaire général, de la documentation et de la protection du patrimoine, Hôtel de Vigny 10, rue du Parc-Royal 75003 Paris.
Tél.: 40 15 75 74.

COLLECTION IMAGES DU PATRIMOINE

Au fil de la soie. Architecture d'une industrie en Cévennes. Gard-Hérault-Lozère.
Par Geneviève Durand, Michel Wienin, et Gérard Mérian, n° 88, 1991, 94 p., ISBN 2.90.5671.03.3., 140 F.

La construction navale en Basse-Loire, Loire-Atlantique
Par Jean-Louis Kerouanton, Daniel Sicard, avec la collaboration de l'Association d'histoire de la construction navale à Nantes (Alain Bouras, Michel Pacault), n° 103, 1992, 64 p., ISBN 2.906344.37.11, 90 F.

TROUVILLE, DEAUVILLE. SOCIÉTÉ ET ARCHITECTURES BALNÉAIRES, 1910 -1940.
Sous la direction de M. Culot et C. Mignot, éd. Norma, collection « Les années modernes », ill., 192 p., 350 F.
Cet ouvrage a été réalisé par l'Institut français d'architecture et le laboratoire de recherche sur le patrimoine français (direction du patrimoine du ministère de la culture).

ARCHÉOLOGIE

CHATEAUX ET MAISONS FORTES EN LORRAINE CENTRALE
Par Gérard Giuliato, Documents d'archéologie française, n° 33, Editions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 1992, 240 p., 280 F.
A partir d'un inventaire exhaustif des résidences fortifiées confrontant la documentation écrite, les témoignages figurés et l'étude du terrain, est retracée l'évolution de l'habitat seigneurial du Xe au XVe siècle.
Diffusion des DAF : CID
131, bd Saint-Michel 75005 Paris. Tél.: 43 54 47 15.

(suite p. 12)

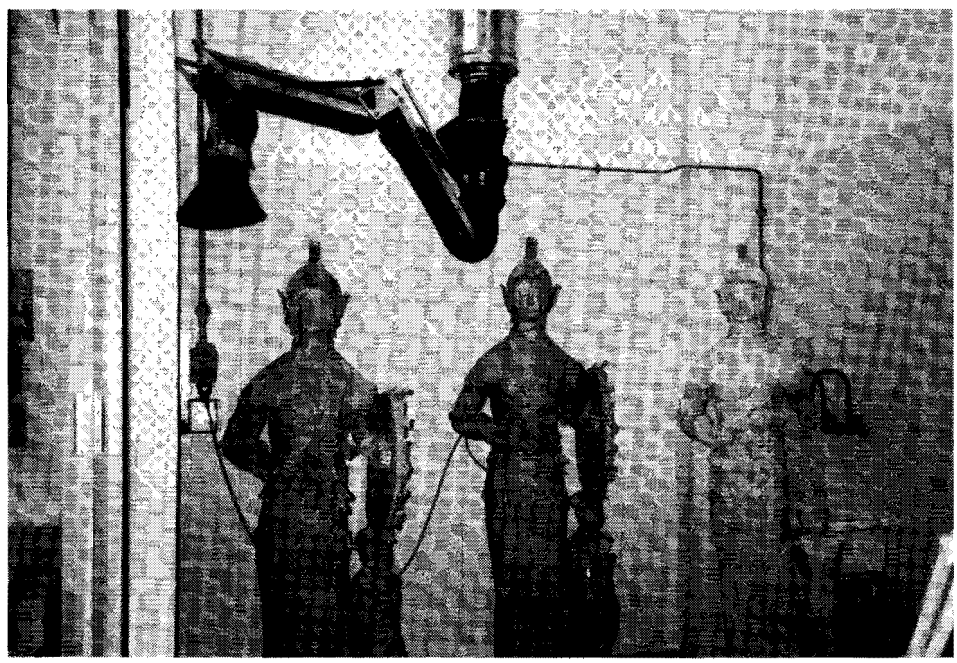
LA RESTAURATION DU PATRIMOINE ARTISTIQUE
Etat de la question à l'étranger (I)

Ce texte présente les grandes lignes d'un rapport de mission effectuée à la demande du ministre sur l'état de la restauration du patrimoine artistique à l'étranger. Cette mission vise à éclairer la réflexion menée dans le cadre de l'élaboration d'un plan national de la restauration du patrimoine en France.

Nous examinerons d'abord dans ce premier texte les exemples belge, italien, anglais et hollandais – observés sur place, avec leurs originalités. Nous le complèterons prochainement avec les exemples allemand et américain, ainsi que par des observations sur les pays de l'Est (Pologne, Russie en particulier).

APPROCHE DÉONTOLOGIQUE : L'ITALIE

L'Italie est en pointe, en matière de restauration, dès les années trente : un premier congrès, à Rome, en 1930, en témoigne, et la création d'un Institut central de restauration, le *Restauro*, remonte à 1939.
Son autorité a reposé, dès l'origine, sur son premier directeur, Cesare Brandi. Il a beaucoup contribué à une définition de la restauration qui tienne compte à la fois des dimensions techniques et des dimensions culturelles du sujet, dépassant l'empirisme traditionnel en la matière. On considère que la restauration en cours de la Chapelle Sixtine entre précisément dans ses conceptions.
Le *Restauro*, placé sous la tutelle du ministère des Biens culturels, n'a pas pour objectif de contrôler l'ensemble de la restauration en Italie, mais davantage de contribuer à la formulation de normes générales, à la recherche de techniques spécifiques, et parfois très poussées (par exemple sur les conditions de protection et de reproduction des statues exposées en plein air). Il propose une assistance scientifique et technique, conseil aux organismes centraux et régionaux chargés de restauration. Il procède enfin à des restaurations de particulière complexité, effectuées à titre de recherche ou de pédagogie.
C'est une institution importante (65 personnes, quatre laboratoires, quatre départements – archéologie, biens artistiques, environnement/architecture, enseignement/information/documentation). Il a aussi une fonction d'enseignement, et délivre à une quinzaine d'étudiants chaque année un diplôme d'Etat.
En dehors du *Restauro*, l'Italie connait un très grand nombre d'institutions publiques ou privées, régionales ou nationales, en charge de restauration.



Clonage de statues effectué au Restauro. Photo de l'auteur.

On peut citer : *Upificio delle pietre dure* à Florence, qui rivalise avec le Restauro, les centres régionaux de Bologne, Milan, Naples et Venise. A Rome, l'*Istituto nazionale per la grafica*, la *Calcografia* s'intéressent aux estampes, dessins, arts graphiques. Dans la tradition normalisatrice du Restauro, l'*Istituto centrale per la patologia del libro* joue un rôle très important en matière de recherche sur le livre et le papier. Il effectue des restaurations et doit reprendre une activité de formation.

UX

APPROCHE SCIENTIFIQUE : LA BELGIQUE

Par l'intermédiaire de l'Institut royal du patrimoine artistique (IRPA), dont l'origine remonte à 1934 et l'organisation actuelle à 1957, la Belgique est le pays le plus centralisé. Ceci s'explique par les dimensions du pays mais aussi par l'ancienneté des travaux de recensement photographique du patrimoine belge, qui ont permis un inventaire précoce, mis à jour régulièrement.
Les fonctions d'inventaire, de restauration d'une partie du patrimoine national (en particulier celui des musées royaux) et de recherche en laboratoire ont ainsi pu être très tôt rapprochées, puis réunies au sein d'un même établissement, autonome, de rang égal à celui des grandes institutions artistiques du pays : l'IRPA. Là encore, l'impulsion du premier directeur, Paul Coremans a été déterminante.
L'IRPA concentre aujourd'hui 121 personnes, agents de l'Etat, qui se répartissent entre universitaires, administratifs et techniciens. Il se compose de trois départements : archives et recensement ; laboratoires de recherches ; conservation-restauration. Il réalise donc – et jusqu'à présent de façon exemplaire – la collaboration interdisciplinaire, souhaitée par les responsables de la restauration. Il n'a pas de fonctions d'enseignement (quoique recevant de nombreux stagiaires), celle-ci étant assurée principalement à Bruxelles par l'Ecole nationale supérieure des arts visuels de la Cambre.

TRADITION PRAGMATIQUE : LA GRANDE-BRETAGNE

L'approche des Britanniques est beaucoup moins normalisatrice que celle des Italiens, beaucoup moins centralisatrice que celle des Belges. Ceci s'explique par des raisons complémentaires, qui tiennent à leurs habitudes et à leur tempérament, traditionnellement pragmatiques, à la place très indépendante des grandes institutions muséales, à celle des institutions privées, les fondations, qui s'occupent de protection et de restauration du patrimoine : par exemple, le très influent *National trust* que l'on pourrait comparer, par ses intentions et son fonctionnement, à la Caisse des monuments historiques, mais qui relève exclusivement de l'initiative privée.
Ainsi, à Londres, la nouvelle aile de la *National Gallery*, institution nationale s'il en est, a été financée par une chaîne de grands magasins dont elle porte dorénavant le nom... *(Sainsbury wing)*.
Des ateliers assez prestigieux sont donc rattachés à chaque institution. On peut citer ceux de la *National Gallery*, qui disposent d'espaces modernes depuis la fin des années cinquante (30 personnes), d'un laboratoire actif, et qui fait d'importantes publications, l'ensemble de l'activité étant liée aux expositions de la *National Gallery*.
Autre monument britannique, le *British Museum*, subventionné lui intégralement par l'Etat, a une importante activité de restauration, liée aussi aux expositions. Les restaurateurs, agents de l'Etat, sont au nombre de 83. Il existe sept sections correspondant à diverses spécialités, couvrant l'ensemble des énormes collections du musée, dont une *conservation research section*, spécialisée sur la recherche en matière de restauration.
Parmi les autres institutions disposant de services de restauration, on peut citer : Victoria and Albert Museum, Courtauld Institute, Tate Gallery, et en dehors de Londres, Fitzwilliam Museum de Cambridge, qui dispose d'un centre de restauration et de formation à la restauration, le Hamilton Kerr Institute.

PLACE DE LA CONSERVATION PRÉVENTIVE : LES PAYS-BAS

Un audit très négatif portant sur la situation des musées, en particulier sur les conditions de conservation des œuvres a amené le ministère de la Culture des Pays-Bas à lancer un programme original de sauvegarde destiné à « préserver la détérioration des objets culturels dans les musées, archives, monuments, et dans le patrimoine archéologique ».
Ce plan privilégie la prévention sur toutes les autres opérations de restauration. Il a emprunté son nom – « Delta » – au plan de lutte contre l'envahissement des Pays-Bas par la mer, entrepris après les inondations de 1953.
Le plan consiste en un classement des objets inventoriés dans les musées en quatre catégories, des plus importants, irremplaçables, destinés à l'exposition permanente (catégorie A, 22% du total), aux objets moins importants mais de réelle valeur culturelle (partie d'un ensemble, intérêt documentaire -catégorie B, 44%), aux objets mis en dépôt dans les musées (catégorie C, 32%), enfin au reste, souvent résidu du hasard.
Il a été décidé d'intervenir prioritairement sur la catégorie A, puis B, puis C, mais surtout de privilégier la conservation passive, prioritaire sur les réparations, par l'intérêt porté aux conditions de sauvegarde dans les lieux d'exposition comme dans les lieux de dépôt des œuvres. Une formule résume l'ensemble de ces mesures : « la conservation est prioritaire, la restauration attendra ». Elle attendra sans doute 2001, date de réalisation des objectifs du plan Delta.

Ce dernier exemple nous parait significatif de l'évolution des mentalités en matière de restauration. La question de la conservation est devenue assez logiquement prioritaire, comme celle de la formation des restaurateurs. Enfin, l'un des points communs à toutes les entreprises de restauration est l'insistance sur le caractère interdisciplinaire de cette activité.

Ce sont de telles réflexions qui pourront inspirer en France, pays qui n'est nullement en retard dans le domaine de la restauration, l'ébauche d'un plan d'ensemble visant à répondre au défi que constitue l'étendue du patrimoine. ■

Philippe Reliquet
Chargé de mission à l'inspection générale de l'administration du ministère de la culture

À LIRE

L'AGE DU FER DANS LE HAUT JURA
Les tumulus de la région de Pontarlier (Doubs)
Par Pierre Bichet et Jacques-Pierre Millotte, Documents d'archéologie française, n° 34, Editions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 1992, 154 p., 195 F.
Légers reliefs parfois uniquement perceptibles par l'œil averti, les tumulus de la Chaux d'Arlier sont restés longtemps méconnus jusqu'aux premières cartographies dressées dans les années 1950-60. Les résultats de récentes opérations de sauvetage archéologique présentés dans cet ouvrage, témoignent de l'importance des occupations protohistoriques dans ce traditionnel lieu de passage.

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ PRÉHISTORIQUE FRANÇAISE 1989
Tome 86, n° 10-12, publié avec le concours du CNRS et du ministère de la culture (direction des musées de France et sous-direction de l'archéologie).
Cet ouvrage regroupe les actes de la table ronde tenue par la Société préhistorique française et le Groupe des méthodes pluridisciplinaires contribuant à l'archéologie (GMPCA) lors du Congrès préhistorique de France le 6 novembre 1989.
SPF - 22 rue Saint-Ambroise 75011 Paris.
Tél.: 43 57 16 97.

LA PIERRE PRÉHISTORIQUE
Actes du séminaire du laboratoire de recherche des musées de France du 13 et 14 décembre 1990, 1 vol., 205 p., 130 F.
A commander auprès de Michel Menu ou Philippe Walter, LRMF
34, quai du Louvre 75041 Paris cedex 01.
Chèque à l'ordre de l'ARCOM.

DAUPHINÉ ROMAN
Par Guy Barruol, Zodiaque, collection « La nuit des temps », 416 p., 240 F.
Cet ouvrage est consacré aux édifices romans, religieux et civils, du Dauphiné (Isère et Drôme), replacés dans leur contexte archéologique, historique et artistique. L'auteur, directeur de recherche au CNRS, est chargé de mission d'inspection générale de l'archéologie à la direction du patrimoine.
A commander à Zodiaque :
La Pierre-Qui-Vire F 89630 St-Léger Vauban.

BILAN SCIENTIFIQUE 1991 DU SERVICE RÉGIONAL DE L'ARCHÉOLOGIE de la direction régionale des affaires culturelles des pays de la Loire.
1, rue Stanislas Baudry 44035 Nantes Cedex 01.
Tél.: 40 14 23 30.

IMAGES DE LA VIE QUOTIDIENNE EN EGYPTE AU TEMPS DES PHARAONS
Par Guillemette Andreu, Hachette, 1992, 250 ill., 160 p., 178 F.
L'auteur, archéologue, est chargée de la documentation scientifique au département d'antiquités égyptiennes du Louvre.

PUBLICATIONS DU CENTRE NATIONAL D'ARCHÉOLOGIE URBAINE (CNAU)

Annuaire des opérations de terrain en milieu urbain 1991.

Bulletin bibliographique du CNAU 1990.
CNAU - Château de Tours, Logis des Gouverneurs, 25,quai d'Orléans 37000 Tours. Tél.: 47 66 72 37.

MUSÉES

L'ART DU MÉTAL AU DÉBUT DE L'ÈRE CHRÉTIENNE.
Catalogue du département des antiquités égyptiennes du musée du Louvre
Par Dominique Bénazeth, Editions de la Réunion des musées nationaux, Paris, 1992, ill., 303 p., 390 F. Distribution Seuil.
Cet ouvrage est publié grâce aux crédits de recherche du ministère.

CATALOGUE DES PORCELAINES FRANÇAISES I, Chantilly, Mennecy, Saint-Cloud, Boissette, Bordeaux, Limoges, Niderviller, Paris, Valenciennes.
Par Régine de Plinval de Guillebon, Editions de la Réunion des musées nationaux, Paris, 1992, ill., 314 p., 390 F. Distribution Seuil.
Ce premier volume du catalogue des porcelaines du département des objets d'art du musée du Louvre présente un résumé de l'histoire de la porcelaine en France en dehors de la manufacture de Sèvres.

PUBLICS ET MUSÉES
n° 2, 1992, Presses universitaires de Lyon, 95 F.
Public et évolution des institutions muséales. Nouvelle revue interdisciplinaire dirigée par l'association « Publics et Musées » éditée avec le concours de la direction des musées de France, pour contribuer au développement de la muséologie, à travers les études des publics. Au sommaire du n° 1, Textes et public dans les musées. Le n° 3 portera sur le thème : Le rapport au visiteur.
PUL (Publics et Musées)
86, rue Pasteur 69365 Lyon Cedex 07.
Tél.: 78 69 20 48.

DÉPARTEMENT DES ÉTUDES ET DE LA PROSPECTIVE

Circular
Bulletin du CIRCLE (information sur la recherche culturelle en Europe), n° 15, hiver 1991/92
Publié par le département des études et de la prospective du ministère, en liaison avec le Conseil de l'Europe. Ce document vise à faire connaître une sélection des études réalisées ou en cours.
DEP : 2, rue Jean Lantier 75001 Paris.
Tél.: 40 15 73 00.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

MESURE(S) DU LIVRE
Bibliothèque nationale, collection « Les colloques de la BN », Paris, 1992, 298 p., 270 F.
Actes du colloque tenu à la BN les 25 et 26 mai 1989. Le point sur la bibliométrie, technique d'analyse quantitative de la production imprimée et sur les études dont elle a fait l'objet, menées dans le cadre de disciplines distinctes et en différents lieux institutionnels (CNRS, Ehess, universités, bibliothèques, organismes professionnels).

REVUE DE LA BN
n° 43, printemps 92, 94 F. Diffusion Armand Colin.
Dossier : Découvrir Raymond Roussel.

RECHERCHE URBAINE

LES CHRONIQUES DU PLAN URBAIN
n° 2, juin 1992.
Ce nouveau bulletin trimestriel du Plan urbain, organisme interministériel de recherche et d'expérimentation, présente ses activités de recherche, les rencontres et les publications et rapports de recherche disponibles se rapportant à la recherche urbaine.
Secrétariat permanent du Plan urbain, Georgette Detraux, cellule communication,
Arche de la Défense,
pilier nord 92055 Paris -La Défense cedex 04.
Tél.: 40 81 63 81.

POLITIQUE CULTURELLE

L'AMÉNAGEMENT CULTUREL DU TERRITOIRE
Sous la direction de Bernard Latarjet, La documentation Française, 1992, 95 F.
Résultats d'enquêtes conduites en 1991 dans le cadre d'une mission confiée par les ministères de la ville et de l'aménagement du territoire, et de la culture, à l'initiative de la DATAR. Ils analysent les rapports entre investissements culturels et développement régional, afin de définir les objectifs d'un « aménagement culturel du territoire » ainsi que les voies de leur mise en œuvre.

ART

L'ARTISTE, L'INSTITUTION ET LE MARCHÉ.
Par Raymonde Moulin, Flammarion, collection Art, histoire, société, Paris, 1992, 422 p., 220 F.

SPONSORED RESEARCH IN THE HISTORY OF ART 11, 1991 -1992.
Recensement des projets de recherche avancée en histoire de l'art, archéologie et domaines voisins, soutenus par les institutions publics et privées aux Etats-Unis et à l'étranger.
National gallery of art,Center for advanced study in the visual arts :
Washington, D.C. 20565. Etats-Unis.

Directeur de la publication : Dominique Lefebvre. Rédaction : Annick Mispelblom. Mission de la recherche et de la technologie, ministère de l'Education nationale et de la Culture : 3, rue de Valois 75042 Paris cedex 01. Tél. : (1) 40 15 80 45. N° de commission paritaire : 1290 AD. ISSN 0765-5991. Conception-réalisation : Callipage/ Marie-Christine Gaffory. Photogravure : Cicero. Imprimé à l'Imprimerie nationale.